

Sur les juifs du Québec

SANDRINE MALARDE, *La vie secrète des hassidim. Origine, organisation et sortie des communautés ultra-orthodoxes*, Montréal, XYZ, 2016, 220 pages

CHARLES BRONFMAN ET HOWARD GREEN, *Appelez-moi Charles*, Montréal, Hurtubise, 2017, 381 pages

VICTOR TEBOUL, *Les Juifs du Québec, In Canada we trust, Réflexion sur l'identité québécoise*, Rouyn-Noranda, L'ABC de l'édition, 2016, 275 pages

Daniel Gomez

Volume 12, numéro 1, automne 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86854ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gomez, D. (2017). Compte rendu de [Sur les juifs du Québec / SANDRINE MALARDE, *La vie secrète des hassidim. Origine, organisation et sortie des communautés ultra-orthodoxes*, Montréal, XYZ, 2016, 220 pages / CHARLES BRONFMAN ET HOWARD GREEN, *Appelez-moi Charles*, Montréal, Hurtubise, 2017, 381 pages / VICTOR TEBOUL, *Les Juifs du Québec, In Canada we trust, Réflexion sur l'identité québécoise*, Rouyn-Noranda, L'ABC de l'édition, 2016, 275 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 12(1), 25–28.

SUR LES JUIFS DU QUÉBEC

Daniel Gomez
Chef de pupitre politique

Les lecteurs des *Cahiers de lecture* qui s'intéressent à la problématique des communautés ethnoculturelles du Québec seront gâtés puisque durant ces derniers mois les «essayistes» québécois ont produit trois essais qui, chacun à sa façon, s'attardent sur une facette de la communauté juive québécoise.

Le premier essai, celui de Sandrine Malarde concerne la communauté hassidim. L'auteure s'est plongé au cœur de ce groupe, afin de connaître sa «vie secrète» et les motivations de ceux et celles (rares) qui tentent d'y échapper. Elle fait aussi un peu de prospective pour deviner quel pourrait être le futur de cette communauté.

Le deuxième, celui de Charles Bronfman, assisté du journaliste Howard Green, n'est pas réellement un essai, mais une biographie. Nous explorons là une tout autre facette de l'univers juif montréalais, celle de la grande, très grande, bourgeoisie.

Enfin, avec le troisième, celui de Victor Teboul, nous changeons complètement de registre et abordons la problématique de la place des Juifs en politique et dans la société québécoise en général.



Un enfermement dogmatique «joyeux»

SANDRINE MALARDE
LA VIE SECRÈTE DES HASSIDIM. ORIGINE, ORGANISATION ET SORTIE DES COMMUNAUTÉS ULTRA-ORTHODOXES

Montréal, XYZ, 2016, 220 pages

Enfermement dogmatique, c'est l'expression qui me vient spontanément en tête à la fin de la lecture de cet essai de Sandrine Malarde. Comment en effet qualifier autrement le système dans lequel sont immergés dès la naissance les jeunes hassidim? D'après l'auteure, cet enfermement se vivrait dans la joie. Et en effet, apparemment, les disciples de la doctrine hassidique estiment que la joie est considérée comme le meilleur moyen de servir Dieu. Cela se manifeste par la danse et les chants. Le chemin pour accéder à cette «joie de vivre» est cependant laborieux, et la joie en question ne s'acquiert qu'après des années d'une socialisation «orwellienne», basée sur un impitoyable contrôle social d'absolument tous les aspects de la vie des individus. Il s'agit en effet de briser tous les potentiels d'individualisation parmi les gens de la communauté. L'obsession derrière cela consiste à éviter la contamination générée par l'environnement sociétal et l'assimilation qui pourrait s'en suivre et à dresser le plus de barrières possible entre le groupe et l'entourage. C'est d'autant plus compliqué que dans leur grande majorité ces communautés sont urbaines.

Sandrine Malarde a essayé de percer cette «vie secrète» des hassidim en allant directement à l'intérieur de ladite communauté. Elle s'est fait sèchement fermer les portes au nez. Elle s'est alors contentée de questionner ceux qui en sont sortis. La pêche n'a pas été très fructueuse puisque son échantillon n'en comprend que huit. Il s'agit exclusivement d'hommes résidant à Montréal ou à New York. Le phénomène est donc marginal, mais il tendrait à augmenter; à New York il est passé de 29 hommes et 9 femmes en 2009, à 142 personnes en 2014. Il n'existe pas de chiffres pour Montréal. Les motivations premières des «fuyards» sont assez prévisibles, elles relèvent du contrôle omnipotent que les leaders hassidiques exercent sur leurs sujets. Certains, moins velléitaires que d'autres, ont parfois une occasion d'entrevoir ce qui se cache derrière le mur social qu'on a érigé autour d'eux. Ils mesurent alors l'étouffement qu'on leur impose et choisissent la fuite, car c'est de ça qu'il s'agit. Ce contrôle auquel certains hassidim veulent échapper s'exerce sur tous les membres de la communauté, de la naissance

à la mort. Il s'opère depuis la première socialisation, il se continue par la prévention afin d'éviter toute forme de transgression (contrôle des autres messages télé, radio, etc.). Il fonctionne aussi à la récompense matérielle, économique ou psychologique pour les individus ou familles qui répondent bien aux normes établies. Tous ces mécanismes internes d'endoctrinement communautariste sont renforcés par une diabolisation de ce qui est extérieur au groupe.

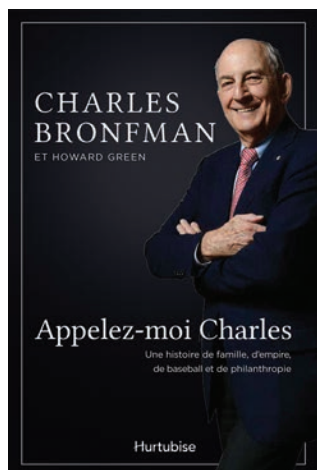
Grâce aux quelques «révélation» des «sortants», ceux qui se sont échappés de l'emprise hassidique, et avec l'aide d'autres sources, Sandrine Malarde traite de l'organisation sociale de la communauté et de son rapport à l'environnement. On apprend que le monde hassidique au Québec n'est pas un bloc homogène; différents sous-groupes, ou sectes, n'ayons pas peur des mots, le composent. Malarde en distingue huit. Ils se différencient entre autres par leur plus ou moins grand rigorisme. Certains vont même jusqu'à rejeter l'existence d'Israël. Ils ont cependant tous un point commun, c'est le culte voué au *Rebbe*, leur dirigeant respectif, une espèce de maître à penser disposant d'une grande autorité sur les membres du groupe. Il est considéré comme intercesseur entre Dieu et les hommes. C'est le guide de la communauté, continuellement consulté et considéré presque comme un saint.

L'observation de la vie quotidienne du hassid donne le vertige à l'observateur non initié tant elle est ritualisée: «la perpétuation des rites religieux et des lois juives est le but de leur vie et de leur passage sur terre» (p. 44). Tout est codifié, ordonné, il existe une prière pour chaque action quotidienne: le réveil, le lavage de main, le petit déjeuner, etc. «Il y a une prière différente pour chaque chose, même en ce qui a trait à la nourriture. Si c'est un fruit, tu fais une prière associée, si c'est un légume, tu en fais une autre, si c'est du pain, pareil» (p. 45). Il incombe aussi de bien souligner la séparation avec la société environnante par des marqueurs extrinsèques bien visibles: langue, habillement, barbes, papillotes, corps des femmes dissimulés, perruques. Dès l'enfance les sexes sont évidemment séparés. Les enfants sont socialisés dans la communauté et scolarisés dès l'âge de trois ans. L'enseignement scolaire est bien sûr intimement lié à l'enseignement religieux. Il est évidemment illusoire de penser que les enfants de cette communauté puissent suivre un cursus scolaire «normal» et nous connaissons tous le jeu du chat et de la souris auquel se livrent les élites hassidiques avec le gouvernement du Québec en matière scolaire.

Les revenus des Juifs d'Outremont observés par Malarde sont plutôt modestes, mais ceci est compensé par une forte solidarité intercommunautaire, doublée d'une complétude institutionnelle (il n'est pas interdit de penser, même si l'auteure n'y fait pas référence, que, vue la tradition des familles nombreuses dans la communauté, les aides gouvernementales doivent aussi contribuer financière-

ment). Mais ce qui semble vital, c'est de maintenir la frontière entre le « nous hassidique » et les « autres ». Des individus élevés dans l'idée qu'ils sont un « peuple élu » ne sont pas naturellement portés à valoriser les autres, ils les craignent même. Il existe en outre, je le répète, une peur viscérale de l'assimilation. Sandrine Malarde nous apprend qu'Internet et les nouveaux médias inquiètent beaucoup les élites hassidiques. Cela pourrait permettre aux jeunes d'accéder plus facilement au monde « extérieur ». L'auteure se questionne justement sur la capacité des hassidim de résister aux pressions de ce monde. Certes, l'exceptionnel taux de natalité des femmes hassidiques – six enfants par femmes – protège encore contre les rares défections. La population hassidique devrait atteindre les 49 000 individus en 2030, alors qu'elle n'était que 15 000 en 2011

dans un contexte où le nombre total de Juifs est en décroissance. Des réaménagements urbains et économiques pourraient alors s'imposer. Des membres de la communauté devront peut-être se résigner à travailler hors de l'enclave. L'entrée dans le XXI^e siècle changera-t-elle le rapport des Juifs hassidiques à leur religion, et à l'environnement externe ? Autant de questions existentielles qui se poseront aux *Rebbs* et qui mettront à l'épreuve la capacité de résilience du système hassidique. ♦



Bronfman, le magnat philanthrope

CHARLES BRONFMAN ET HOWARD GREEN
APPELEZ-MOI CHARLES
Montréal, Hurtubise, 2017,
381 pages

La vie secrète des hassidim de Sandrine Malarde nous entraînait dans une partie du monde juif montréalais très visible extérieurement, mais très discrète intérieurement et plutôt modeste financièrement. Avec *Appelez-moi Charles*, une autobiographie de Charles Bronfman, assisté du journaliste Howard Green, nous restons dans le monde juif montréalais et québécois, mais à un autre niveau, dans les ligues majeures pourrait-on dire. Cet ouvrage nous emmène dans l'univers d'une famille juive multimilliardaire, très présente dans l'actualité québécoise et canadienne depuis presque un siècle. Charles, le plus jeune des quatre enfants de Sam Bronfman, le bâtisseur de l'empire Seagram, a senti le besoin de s'épancher sur ce que fut sa vie. Il nous parle ainsi de sa famille, de l'empire Seagram, de baseball et de philanthropie ; il parle aussi beaucoup d'Israël, sa « deuxième patrie ». Il a d'ailleurs les deux nationalités : canadienne et israélienne. Le plus jeune des Bronfman nous confie ne pas avoir eu une enfance tellement sereine. Doté d'une personnalité à priori pas très forte, il dut de plus subir le poids d'une famille « écrasante », selon ses termes. À tel point qu'à 18 ans il entreprit une thérapie de trois jours semaine. Selon sa sœur Phyllis (Lambert), il avait une intelligence plutôt moyenne. Il nous confie avoir raté tous ses examens à l'université McGill. Idéologiquement, il était l'antithèse de son aînée. Il avoue avoir été un virulent antinationaliste québécois, alors que Phyllis était plutôt une sympathisante de la cause souverainiste. Elle le rabroua d'ailleurs assez violemment après qu'il eut tenu publiquement des propos très anti-indépendantistes. S'il est antinationaliste québécois, il défend en revanche farouchement les identités nationales canadienne et israélienne. Ce qui est frappant dans l'autobiographie de Charles Bronfman, c'est une absence quasi totale de connaissance de la réalité francophone québécoise. Il est pourtant né à Montréal et il y a passé la plus grande partie de sa vie. Il avoue d'ailleurs que c'est vers la vingtaine seulement qu'il découvrit qu'on y parlait aussi français. Il n'est dit nulle part si Bronfman lui-même parle la langue de Molière. Il illustre à merveille l'image des deux solitudes.

On apprend beaucoup de choses sur l'illustre famille juive québécoise dans ce livre : comment, par exemple, Edgar, l'aîné des Bronfman, a dirigé l'empire Seagram, du sommet de sa puissance

jusqu'à son rachat au début des années 2000 par le géant Vivendi. S'en suivit la revente de la raffinerie à Pernod-Ricard, à un coût assez bas. Selon Charles, ce fut une énorme erreur, un naufrage, attribuable à son frère Edgar, aidé de son fils, Edgar jr. Leur sœur Phyllis fut cinglante à l'égard de certains membres de la famille : « la richesse, le pouvoir, la possibilité de manipuler les choses. Ils ne voyagent qu'à bord d'avions privés, coupés du monde ordinaire. Ils ne sont pas au courant de ce qui se passe dans le monde et je crois que c'est un réel problème » (p. 186-187).

Les Bronfman ne sont pas que des gens d'affaires, ils sont aussi fortement engagés politiquement et « philanthropiquement » dans les communautés juive et canadienne. Sam et ses deux fils ont été à la tête de prestigieux organismes juifs. Charles, quant à lui, est devenu président de l'influente Montreal Jewish Federation en 1973. En 1985, il a créé, avec Tom Axworthy, conseiller de P.E. Trudeau, la CRB Foundation, un important organisme caritatif impliqué au Canada et en Israël. C'est lui qui est à l'origine des fameuses *Minutes du patrimoine*. L'idée remonte en 1981 ; alors qu'on lui avait décerné l'Ordre du Canada, il avait décidé qu'il fallait refaire un cours d'histoire « nationale » pour les Canadiens. Cette série de capsules vidéo avait pour objectif avoué de susciter l'unité nationale. L'homme d'affaires ne tarit d'ailleurs pas d'éloges au sujet des *Minutes*. Il effleure à peine les critiques négatives qu'elles ont pu s'attirer au Québec, et la forte absence de participants franco-québécois à leur réalisation.

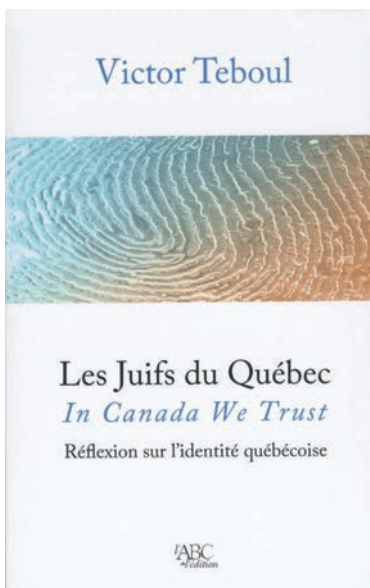
« Si on fait abstraction de mes succès professionnels et financiers avec les Expos, ma plus grande réussite dans la vie a été la philanthropie » (p. 195). De façon générale, la famille Bronfman a beaucoup donné, et Charles n'a pas été de reste. Ils ont donné au Québec et au Canada, mais surtout à Israël. Ils ont considérablement contribué à la consolidation de l'État d'Israël. Ils y ont aussi beaucoup investi ; en 1980, Charles était le plus gros investisseur étranger du pays. Comme quoi l'esprit philanthropique n'est pas incompatible avec le sens des affaires. Bronfman dispose d'un bureau de la CRB Foundation en Israël. Ce bureau gère une foule de dossiers : activités parascolaires, musées, Israël Phylharmonic, etc. Mais c'est sans conteste Birthright Israël, une « agence de voyages » bien particulière, qui tient une grande place au cœur du benjamin des Bronfman. L'objectif de l'agence est de rapprocher les Juifs de la diaspora et ceux d'Israël, renforçant du même coup l'identité israélienne. C'est Michael Steinhardt, un juif milliardaire grâce à sa compagnie de fonds spéculatifs, non-pratiquant et « athée », qui eut l'idée à sa retraite de créer pour les jeunes un organisme de voyage gratuit en Israël, avec l'objectif « d'enrichir et d'approfondir la pérennité du peuple juif ». Bronfman, lui-même juif laïc, mais fervent nationaliste, s'associa à Steinhardt pour fonder Birthright Israël. L'organisme semble être un puissant instru-



suite de la page 26

ment de propagande pro-israélienne à travers le monde. Les voyages qu'il offre sont bien sûr gratuits et s'adressent à de jeunes adultes qui s'identifient comme juif et ont au moins un ou deux de leurs parents juifs. (p. 305) La vocation « raciale » de Birthright Israël est difficilement contestable. C'est en décembre 1999 qu'eut lieu le premier voyage. Et ce fut un succès. Plus de 500 000 personnes ont depuis exercé leur « droit de naissance » en participant à Birthright Israël. Cela a généré des retombées économiques positives pour la communauté israélienne et a surtout contribué à changer l'image d'Israël chez les jeunes Juifs de la diaspora.

Enfin, une biographie de Charles Bronfman serait incomplète si on n'y parlait pas de baseball et des Expos de Montréal. Les amateurs de ce sport liront avec intérêt le chapitre sur la création des Expos et le rôle central qu'y a joué Charles Bronfman. Grand amateur de ce sport, il en fut le propriétaire et la bougie d'allumage à Montréal durant 23 ans. Mais, chose importante nous confesse-t-il, c'est grâce au baseball qu'il est en quelque sorte « sorti de sa coquille ». « L'aventure des Expos m'a valu un succès qui était le mien en propre, et qui ne devait rien à la fortune familiale » (p. 133). Disons pour nuancer son enthousiasme que la fortune familiale a aidé pour trouver les 4 millions d'investissements nécessaires à l'origine de l'odyssée des Expos. Ces 4 millions se sont transformés en 75 lors de la vente du club par son propriétaire à la fin des années 1980. Comme quoi l'homme d'affaires n'est jamais bien loin derrière le sportif... ou le philanthrope. ♦



Les juifs québécois : une minorité historique ?

VICTOR TEBOUL
**LES JUIFS DU QUÉBEC,
IN CANADA WE
TRUST, RÉFLEXION
SUR L'IDENTITÉ
QUÉBÉCOISE**
Rouyn-Noranda, L'ABC de
l'édition, 2016, 275 pages

Victor Teboul est né en Égypte et il s'est installé au Québec lors de la Révolution tranquille. Docteur en études françaises, il a été impliqué dans l'enseignement et la communication avec les communautés culturelles auprès du gouvernement québécois. Il est l'auteur d'une douzaine d'essais sur le Québec, la communauté juive et le libéralisme, en plus d'un grand nombre de communications. Il a fondé et dirigé les magazines *Jonathan* et *Tolérance*, qu'il dirige toujours. Il se déclare souverainiste. Dans *Les Juifs du Québec*, Teboul se demande pourquoi les Juifs québécois ne s'identifient pas spontanément à la nation québécoise, question lancinante, s'il en est une, chez les indépendantistes. L'auteur aurait pu se demander pourquoi les Italiens du Québec, les Grecs et l'immense majorité des allophones du Québec ne s'identifient pas non plus spontanément à la nation québécoise, mais il se cantonne aux Juifs. Il nous rappelle l'exclusion historique des Juifs du paysage canadien-français, résultat souvent d'une auto-exclusion d'ailleurs. Il mentionne que l'arrivée des premiers Juifs en Nouvelle-France coïncide avec celle des Britanniques et la Conquête. Pas étonnant alors qu'ils se soient naturellement assimilés au conquérant, c'est-à-dire au monde anglo-saxon, s'identifiant à la classe dominante, au commerce et à l'argent. L'auteur rappelle des choses relativement connues, telles les effets d'exclusion du système scolaire religieux catholique, l'antisémitisme des élites canadiennes-françaises de l'époque et d'autres éléments censés avoir éloigné la communauté juive des Canadiens français. Teboul s'attarde sur l'affaire Rabinovitch, qui secoua le Québec des années 1930, une espèce d'affaire Dreyfus à la sauce québécoise. C'est assez édifiant sur l'atmosphère de l'époque. En 1934, Samuel Rabinovitch, un jeune diplômé de l'Université de Montréal, avait manifesté le désir d'être admis en tant que résident à l'hôpital Notre-Dame et l'administration avait accédé à sa demande. Or, en apprenant cela, les médecins résidents canadiens-français de

l'hôpital exigèrent son renvoi. L'affaire fut connue, s'ébruita, mais peu de leaders canadiens-français de l'époque n'osèrent prendre la défense du jeune médecin juif, excepté Olivar Asselin, un anticlérical notoire.

Pour Teboul, et même s'il ne le dit pas explicitement, les deux communautés, juive et anglaise, se sont fusionnées. Elles sont radicalement séparées de la majorité francophone, mais la communauté juive et ses élites pratiquent un isolationnisme encore plus forcené. Et c'est d'autant plus surprenant qu'à la différence d'autres communautés ethnoculturelles, elle est quand même depuis plus de deux-cents ans au Québec. Des leaders juifs ont d'ailleurs déjà revendiqué le statut de minorité historique. D'autre part, l'auteur souligne la difficulté qu'aurait pu avoir la minorité juive à se fusionner avec le groupe francophone, puisque la survie a constitué la trame de fond de l'histoire collective de ce dernier. Ce qui est valable aussi pour toutes les autres minorités ethnoculturelles du Québec. La communauté juive s'est retrouvée du côté anglophone dominant et il n'est pas exagéré de dire qu'elle forme une élite au sein du monde anglophone. Cette élite est concentrée dans certains secteurs bien déterminés, Côte-Saint-Luc, Hampstead. Victor Teboul nous apprend que les résidents de Hampstead affichent les revenus personnels parmi les plus élevés de l'île de Montréal. Cette communauté dispose de puissants porte-parole : organisations et députés. Elle est inconditionnellement canadienne, fédéraliste et multiculturaliste. Elle s'oppose farouchement à toute initiative gouvernementale plus ou moins nationaliste : loi 101, évidemment, utilisation de la clause dérogatoire par Robert Bourassa, francisation, laïcité, projet « une île une ville » du gouvernement péquiste. Elle semble de plus marquer une ignorance, ou un mépris, de la réalité sociale ou culturelle québécoise. Victor Teboul signale à cet effet l'absence presque totale de référence québécoise dans la toponymie des villes de Hampstead et Côte-Saint-Luc (p. 76-77). Aucune rue, aucune place, aucune avenue, qui ferait référence à l'histoire ou à la culture québécoise. Ceci n'est pas sans rappeler la confession de Charles Bronfman qui avouait que jusqu'à l'âge de vingt ans il ignorait qu'on parlait français à Montréal. Hormis la défense inconditionnelle du fédéralisme canadien et les affaires qui peuvent toucher leur communauté, les Juifs québécois s'intéressent très peu aux grands débats touchant la société québécoise, et encore moins à l'histoire du Québec. Toute leur attention semble porter sur la question israélienne. Il semble que ce soit différent dans le reste du Canada, là où les citoyens d'appartenance juive s'engageraient davantage politiquement et socialement. Teboul signale aussi que les voix dissidentes juives au Québec ont de la difficulté à se faire entendre ; les médias se contentent de donner la parole aux voix offi-

suite à la page 28

suite à la page 28

cielles. Peut-être un signe de paresse des dits médias ou une crainte de froisser les élites juives? Mais, d'après Victor Teboul, le lobby juif ne reflète pas la diversité de la communauté. En bon souverainiste, il déplore que Québécois et Juifs ne puissent partager une même mémoire collective, elle-même étant le fruit d'un récit historique commun, à l'image de la France ou des États-Unis. Afin d'inclure la minorité juive et les autres minorités dans cette mémoire collective, il propose tout d'abord de «requestionner» l'histoire du Québec, de ne pas craindre de faire une place aux «dissidents» de cette histoire officielle; par exemple ceux qui ont défendu le Dr Rabinovitch, ceux qui malgré le vote québécois contre la conscription en 1940 n'ont pas hésité à s'enrôler afin de combattre pour la «liberté». Il veut déboulonner le socle du chanoine Groulx pour ses propos sur les Juifs. Il reproche à l'histoire officielle québécoise de ne pas produire de héros national. Il semble oublier que c'était une des préoccupations du chanoine. Il voudrait également que cette histoire fasse plus de place aux «étrangers», d'origine autre que canadienne-française. Il réclame du même coup plus de place pour eux dans les médias. L'auteur tombe dans l'anecdotique quand il cherche des Québécois connus ayant des noms à consonance étrangère dont on ne parle pas assez: Leonard Cohen, Victor Goldbloom,

Sam Steinberg, Maurice Pollack, etc. Bref, il voudrait que le Québec s'engage plus résolument dans un processus québécois de «nation building». Curieusement, il semble oublier que le Canada est lui aussi dans un même processus, mais canadien celui-là. Au cours des dernières années, ce sont des partis fédéralistes qui ont gouverné au Québec et ils n'ont pas la même conception de l'histoire du Québec que les indépendantistes. Ils n'ont pas du tout intérêt à ce que les allophones s'identifient d'abord au Québec. Ce rapport de force politique n'est pratiquement pas présent dans l'essai de Victor Teboul. Il est pourtant indispensable pour quiconque veut comprendre la «marginalisation» des Juifs du Québec.

À en croire Victor Teboul, cette marginalisation risque d'être encore plus poussée, car les statistiques démontrent qu'à Montréal les Juifs sont en régression démographique et qu'ils ont quasiment disparu dans les autres grandes villes du Québec. Leur influence risque donc de régresser. ♦



ANDRÉ DUCHESNE

LA TRAVERSÉE DU COLBERT. DE GAULLE AU QUÉBEC EN JUILLET 1967

Montréal, Boréal, 2017, 352 pages

Quiconque a, dans son passé, vécu un grand événement connaît le plaisir que l'on éprouve à entendre ou lire le récit détaillé dudit événement. C'est ce que propose le livre d'André Duchesne, journaliste à *La Presse*. L'ouvrage nous offre une chronique minutieuse de la visite du général de Gaulle au Québec en juillet 1967. En regardant la réaction enthousiaste d'un Jacques Lanctot, qui a été témoin de cette visite historique¹, je crois bien qu'il a tout à fait réussi son coup. Duchesne va plus loin: il apporte passablement d'éléments à l'appui de la thèse voulant que la déclaration du balcon de l'hôtel de ville de Montréal était absolument délibérée. Le livre donne donc aux lecteurs une très bonne idée de ce que fut la visite du général de Gaulle en juillet 1967. L'auteur nous décrit par le menu les péripéties de l'organisation, son déroulement et ses lendemains. On ressent très bien la jubilation des uns, la surprise des autres et même la hargne de plusieurs. Toutefois, ce que l'on doit retenir au premier chef de ce livre, par-delà l'effort de chronique, c'est que le matériel historique consulté permet de conclure sans risque d'erreur que la visite a été bien préparée, que le général de Gaulle n'a pas agi sous l'impulsion du moment et qu'il savait très bien ce qu'il faisait.

Rédigé à partir d'une ample documentation historiographique, le livre offre une profusion de descriptions sur les tractations préalables entre Québec, Paris et Ottawa, sur le travail des fonctionnaires des divers gouvernements, sur la couverture des journalistes et sur les habitudes du général au moment de la traversée. On décrit aussi très bien les jeux politiques entre les chefs de partis au Québec, l'absence d'anticipation d'Ottawa et les grandes étapes de la visite. Il ne faut pas oublier évidemment ce qui est advenu avant, pendant et après la célèbre déclaration du balcon de l'hôtel de ville. Le livre est par moments d'une générosité extrême en détails, presque trop. Bref, on acquiert une vision très détaillée de la façon dont se déroule un grand événement. On voit bien que cela donne lieu à une accumulation gigantesque de petites actions juxtapuées à un certain nombre de grandes actions marquantes.

Le livre fait très bien voir que de Gaulle, conscient de l'importance de la France pour les Canadiens français devenus Québécois, et très conscient aussi de sa fonction et de son immense stature, s'était bien préparé et qu'il avait l'intention de donner un sens percutant à sa visite au Québec, et ce, dans le contexte de transformation du nationalisme et du développement accéléré de l'État provincial. Ce faisant, Duchesne réfute les interprétations voulant que de Gaulle ait été emporté par l'enthousiasme et les accusations *ad hominem* relatives à son âge. Son ouvrage montre en quoi, parfois, un individu profitant d'un statut hors

du commun et de circonstances très favorables (ce que les Grecs anciens nommaient le *kairos*) peut marquer puissamment les esprits et l'histoire. Par contre, le livre m'est apparu un peu court sur cette question précise des intentions du général quant au sens de l'événement. Que voulait-il faire au juste? Et qu'a-t-il, à son avis, réussi à accomplir?

Certes, on voit bien que de Gaulle était informé et qu'il comprenait bien que le nationalisme québécois avait complètement changé en étant devenu modernisateur et émancipateur. Mais que voulait-il accomplir en sol québécois, qui est aussi sol canadien, en se commettant aussi nettement et en engageant jusqu'à un certain point la responsabilité du gouvernement français? Puisqu'il est question de lui, j'aurais aimé qu'on nous en dise un peu plus sur la réaction du dit gouvernement et du premier ministre Pompidou (dont on sait qu'il n'était plus du tout en bons termes avec le président -- pour diverses raisons).

En refermant le livre, j'ai fait un petit effort «d'imagination compréhensive» et je me suis efforcé de regarder les choses depuis les bottes de quelqu'un qui a un esprit large et indépendant, qui fut à la tête d'un gouvernement en exil pendant la guerre et qui est absolument rompu au jeu cruel des relations internationales fait de *realpolitik*. Il m'est apparu alors bien plausible que de Gaulle, convaincu que la perspective de l'indépendance du Québec se poserait assez rapidement, ait jugé que Québec se buterait forcément au problème de la reconnaissance. D'où sa décision de se situer précisément sur ce terrain. Il a pris sur lui de modifier un peu le jeu politique et de commettre son pays (par ailleurs puissance de taille plus que respectable) en procédant à une première reconnaissance à l'international de la nation québécoise en plein mouvement d'affirmation. Par ce voyage, de Gaulle s'est posé ni plus ni moins en passeur, ce que son statut assez unique lui permettait. Voyez les Catalans ces jours-ci. Eux qui annoncent un référendum sur l'indépendance, les voilà bien seuls face à la dureté du gouvernement de Madrid (qui se dit investi de toute la légitimité du monde) et au silence des autres gouvernements européens.

Martin David-Blais

Université Saint Paul Ottawa

¹ Jacques Lanctot, «Le général en bateau plutôt qu'en avion», *Journal de Montréal*, samedi 10 juin 2017